

# Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 37 de mai 2009 - Prix : 0,2 euros

Attac : Association pour une taxation des transactions  
financières pour l'aide aux citoyens  
Bulletin édité par Attac-Isère  
Siège social et adresse postale :  
Maison des Associations  
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE  
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>  
Directeur de la publication : Bernard Labouré  
Mise en page : Georges Veyet  
CPPAP : en cours d'enregistrement  
Imprimé par nos soins

**" Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. "**

*Étienne de La Boétie (1530 – 1563)*

## La charte de La Havane

### Ou comment développer l'idée d'échange équitable

A partir du moment où libre-échange et protectionnisme ne sont que deux facettes d'une même lutte pour conquérir des parts de marché, il est nécessaire de dépasser l'opposition libre-échange/protectionnisme et de développer l'idée d'échange équitable, basé sur la notion de coopération plutôt que sur celle de concurrence.

Imaginons une autre Organisation Mondiale du Commerce (OMC), où les accords concerneraient non seulement les États ou groupes d'États, mais aussi les entreprises, à qui on imposerait le respect de normes strictes, qu'elles soient sociales, financières ou environnementales.

N'oublions pas que ce rêve n'en est pas vraiment un, puisqu'il a failli se réaliser avec la charte de La Havane élaborée du 21 novembre 1947 au 24 mars 1948, par 53 pays capitalistes. Le but était de créer une Organisation internationale du commerce (OIC), dans le cadre de l'ONU, en complément du FMI et de la Banque mondiale.

Les articles 1 et 2 de cette charte précisent que « la prévention du chômage et du sous-emploi est une condition nécessaire pour (...) le développement des échanges internationaux et par conséquent pour assurer le bien-être de tous les autres pays ». C'est l'exact contre-pied du discours néolibéral pour lequel le chômage est la « variable d'ajustement » de l'économie et qui nous assène que le développement du commerce international favorise la croissance donc l'emploi.

Les articles 3, 4 et 21 posent le principe qu'« aucun pays, à long terme ne peut fonctionner avec une balance déficitaire (...) les États membres chercheront à éviter les mesures qui auraient pour effet de mettre en difficulté la balance des paiements des autres pays » C'est l'opposé de la concurrence effrénée pour la conquête des marchés et de la « priorité aux exportations » pratiquées dans le cadre de l'OMC.

L'article 7 propose que « les États membres reconnaissent que l'existence de conditions de travail non équitables, particulièrement dans les domaines travaillant pour l'exportation, crée des difficultés aux échanges internationaux et prévoit que l'OIC « consultera l'Organisation internationale du travail (OIT) et collaborera avec elle ». Le dumping social n'était donc pas permis !

L'article 26 renforce encore l'article précédent où il est stipulé qu'« aucun État membre n'accordera directement ou indirectement de subvention à l'exportation d'un produit quelconque »

Par contre l'article 27 considère « qu'un système destiné à stabiliser soit le prix intérieur d'un produit de base, soit la recette des producteurs nationaux d'un produit de ce genre (...) ne sera pas considéré comme une forme de subvention à l'exportation » Selon la charte, les produits de première nécessité (blé, riz, mil...) doivent bénéficier d'un régime spécial.

Les articles 12, 13, 14 et 15 encadrent les mouvements de capitaux et les interventions des États. Les protections telles que subventions, contrôle des prix, accords préférentiels entre plusieurs pays ... sont autorisés mais seront négociés dans le cadre de l'OIC. Toutes ces mesures sont aux antipodes des idées du libre-échange qui s'acharne à supprimer tous les « obstacles » au développement du commerce et plus particulièrement les aides des États.

La charte n'a pas été ratifiée par les US, qui l'avaient pourtant signée, et à la place nous avons eu droit au GATT ancêtre de l'OMC !

Mais la roue tourne, et les effets dévastateurs de la crise remettent déjà en question l'ensemble de l'idéologie dont on nous a gavés pendant trente ans.

Bruno Greslou

(Tiré d'un article de J. Nikonoff dans « manière de voir » de janv. 2007)

### L'Europe à quitte ou double

Débat sur l'Europe et la crise  
avec **Pierre Khalfa** membre du Conseil scientifique d'Attac

**Mercredi 13 mai 2009 à 20 h**  
à la maison des associations de Grenoble

### Les Paradis fiscaux et judiciaires

Film documentaire « Paradis Fiscaux : la grande évasion »  
suivi d'un débat avec **Jean Merckaert** du CCFD

**Mercredi 20 mai 2009 à 20 h**  
à la maison des associations de Grenoble  
(Avec Attac-Isère, CADTM, CCFD,  
Secours catholique, Survie)

### Que faire par rapport à la violence de l'État ?

J'étais à Gènes. C'était terriblement violent, mais je n'ai jamais eu cette impression d'être piégée comme un rat. Et puis, on n'était pas au milieu des black blocks, si ce n'était pas notre choix. A Strasbourg, dès que nous sommes partis en manif, ils étaient tout autour de nous, sans le moindre regard, ni égard pour celles et ceux qui manifestaient.

Le contraste était d'autant plus saisissant pour nous (la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté et les « Femmes en noir »), qui, la veille avons tenu un atelier avec des femmes venues d'une dizaine de pays d'Europe, atelier, où nous avons montré comment les systèmes patriarcaux et capitalistes se renforcent l'un l'autre, rendant la violence naturelle, une violence qui s'exprime à travers la militarisation et la guerre. Le soir, après la manifestation, nous nous sommes interrogées sur ce qui pour nous est un échec. Nous avons vécu une journée en pleine contradiction avec ce que nous voulons construire : un monde de paix et de respect mutuel. On avait l'impression d'avoir été prise entre deux violences aveugles, celle de la police et celle des black blocks.

### Parler, Réfléchir, Chercher de nouvelles stratégies

Les événements de Strasbourg doivent être comme un électrochoc qui nous secoue et nous oblige à penser à d'autres voies. Lesquelles ? je ne sais pas.

Qu'est ce que ça veut dire un contre sommet à 10 kms de Strasbourg dans un gymnase introuvable ?

Comment accepter un parcours de manif dans une zone vide ? A-t-on les moyens d'imposer un autre parcours ?

Que devons nous faire, sachant que l'État, souvent ne respecte pas ses engagements et qu'on risque de se retrouver une autre fois dans le même cas de figure ?

Que faire devant une telle démonstration de violence de la part de l'État ?

Comment faire connaître notre refus sur le fond, (en l'occurrence l'OTAN ?)

Bien déterminer ce qu'on veut faire de notre apparition publique. Veut-on simplement affirmer notre refus ? Veut-on faire reculer l'État ? A qui veut-on s'adresser ? Veut-on convaincre nos concitoyens de la justesse de notre position ?

Comment peser efficacement pour que les choses changent ? La manifestation est elle adaptée ?

Comment se retrouver ensemble alors que certains d'entre nous pensent que ce qui est nécessaire, ce sont des manifestations de masse et que d'autres veulent détruire les symboles du capitalisme ?

Comment se respecter et mutuellement, porter une vraie attention à celles et ceux qui manifestent avec nous ?

Comment défendre le droit de manifester et assurer la sécurité de celles et ceux qui viennent ?

Martine Toulotte

### Comment la contestation a été muselée

La veille déjà (vendredi), les transports en commun étaient bloqués, et le centre de conférences se trouve au sud à 6 km !!. Centre ville interdit, rues fermées par des barrières anti-émeutes, ville désertée par les touristes et les habitants, magasins fermés, et les camions de police qui n'arrêtaient pas de circuler avec les sirènes, et les jeunes avec les sacs à dos se font contrôler...

Le lendemain, premier cordon de CRS avec les camions à eau à 3 km du départ de la manif, puis blocage du pont

Vauban par les forces de l'ordre pendant 2 h, échanges violents avec les black blocks, le pont se dégage et on accède enfin au lieu de départ vers 13 h.

Là on apprend que les Allemands (10 000 manifestants) sont bloqués sur le pont de l'Europe qui amène au lieu de rassemblement, et ça dégénère : incendie du poste frontière, incendie de l'Hôtel Ibis (peut-être à cause d'une grenade incendiaire lancée par hélicoptère),....

Puis départ précipité de la manif sous les jets de lacrymo alors que les prises de parole ne sont pas terminées. Le trajet officiel nous est refusé on est détourné, sous un pont de chemin de fer, alors ça coince entre les manifestants et des fourgons de police qui se trouvaient là et qui se font canarder de cailloux bien sûr. Ils dégagent en trombe, et de nouveau, jets de lacrymo, panique, ça coure dans tous les sens. La manif reprend plus loin, puis route barrée, on nous fait revenir au point de départ. Et de nouveau la manif est bloquée au niveau de la voie ferrée. C'est reparti avec les black blocks devant qui affrontent les CRS, les black blocks derrière qui montent une barricade et encore derrière d'autres CRS, on nous a trainé dans une souricière, sans échappatoire ni à droite ni à gauche.

Donc coincés de tous les côtés avec la trouille que le feu soit mis à la barricade, nous avons été contraints de terminer la manif en nous repliant face au cordon de CRS les mains en l'air et ils ont quand même tiré. Puis de nouveau blocage des ponts pour le retour au centre ville, avec obligation de faire des km au sud. Nous étions dans une zone portuaire avec peu de possibilités de sorties qui toutes étaient barrées par des CRS. Finalement on peut sortir, mais là, contrôle d'identité, interdiction aux vélos de passer, fouille des sacs, confiscation des hampes de drapeaux avec ordre de ranger les drapeaux « PACE » dans les sacs (pas de signe OTANatoire de paix !!)

Voilà une manif mouvementée, mais ratée, et sabotée volontairement par l'État. Nous étions venus pour montrer notre attachement à la paix et nous sommes retrouvés en guerre.

Georges Veyet

### Pendant ce temps, au Village...

L'un des points névralgiques d'un Contre-sommet, c'est son Village alternatif. Lieu de vie où poser sa tente, se laver, prendre ses repas végétaliens aux cuisines collectives, le camp est aussi le lieu d'une vie militante intense : assemblée générale quotidienne pour répondre aux exigences de la vie en autogestion, ateliers d'échanges thématiques, tente Indymedia pour envoyer en direct les témoignages sur la toile, tente de la « Legal Team » pour répondre à la répression policière...

Ici, c'est 17 ha, prévus pour accueillir jusqu'à 8000 personnes. J'arrive le jeudi après-midi. Le plan du site m'indique la localisation des « barrios », ces « quartiers affinitaires » où des militants plantent leur tente et discutent le soir autour d'un feu de camp sur le déroulement de la journée passée et les modalités d'action pour le lendemain. Je choisis le barrio « NATO Game Over » auquel un ami du CADTM-Belgique que je croise m'invite. Ce jeudi soir, nous sommes à la louche 2000 personnes à camper dans le Village, et les arrivées de nouvelles personnes ne cesseront de se faire jusqu'au samedi matin pour le départ en manif.

Depuis l'ouverture du camp, le mercredi, plusieurs entraînements aux « actions de blocage » ont lieu afin de

faciliter les actions de la coordination internationale « Block NATO » dans l'objectif de bloquer, de manière non violente, les axes de circulation empruntés par les délégations officielles du Sommet.

La plus belle expérience de ce type a été celle menée lors du G8 2007 en Allemagne où nous étions 10 000 personnes, sans cailloux ni cagoules, à encercler la zone rouge, retardant d'une journée le déroulement prévu du Sommet des Huit. Pour arriver à ce consensus et à cette participation massive,

il avait fallu pas loin de 18 mois de préparation collective. A Strasbourg, le samedi matin, dès 5h00, une cinquantaine de groupes affinitaires de 5 à 20 personnes ont rejoint les points de blocage définis ; les uns chassés à coup de lacrymo, les autres restant sur place jusqu'à midi avant de rejoindre la manifestation.

Une modalité d'action à poursuivre !

Nikolaz Berthomeau

## Sommet du G20, Londres

### G20 : Beaucoup de bruit pour pas grand-chose

Fallait-il attendre quelque chose de la réunion du G20 ? Sachant que les gouvernements des pays les plus riches et les plus puissants du monde avaient une responsabilité écrasante dans la dérive du système économique et financier international pour avoir mené des politiques dont les maîtres mots étaient « tout pour la rentabilité financière » et « tout par le marché », il ne fallait pas se faire d'illusion.

Le G20 n'a pas été mis en place pour apporter de véritables solutions, il a été convoqué pour sauver la mise des puissants et tenter de colmater les brèches d'un capitalisme en pleine crise. Impossible, dès lors, qu'il adopte des mesures suffisamment radicales pour modifier en profondeur le rapport de force actuel. L'opinion publique a été priée de regarder dans deux directions qui ont servi à cristalliser l'exaspération : les paradis fiscaux d'une part, les rémunérations des dirigeants de grandes entreprises d'autre part.

Le G20 ne met en place aucun frein à la circulation des capitaux ; au contraire, il encourage la liberté des marchés et continue de prôner un libre-échange des marchandises dont l'extension démesurée a fragilisé les économies les moins performantes et détruit des pans entiers de leurs activités. Dans un cadre aussi libéralisé, il ne sera pas possible d'instaurer une taxation des transactions financières, qui serait pourtant une nécessité, d'une part pour freiner fortement la spéculation, et d'autre part pour réunir des ressources indispensables à la résolution des problèmes les plus urgents.

Il faut abolir les paradis fiscaux, cela va de soi. Parfaitement cohérent avec lui-même, mais dans l'indifférence totale des

aspirations des citoyens, le G20 n'envisage pas d'interdire véritablement les paradis fiscaux et judiciaires, puisque les principaux d'entre eux, à commencer par la City de Londres, poursuivront leurs pratiques.

Alors que le système monétaire international dans lequel le dollar impose sa loi a failli, le G20 décide de conforter le Fonds monétaire international (FMI) auquel on doit, avec sa sœur jumelle la Banque mondiale (BM), d'avoir écrasé la plupart des pays du Sud sous le poids de la dette et des plans d'ajustement structurel.

Les velléités de régulation internationale s'évanouissent dès lors qu'est laissée de côté l'extraordinaire explosion des inégalités dans le monde, dont la cause essentielle réside dans un partage indécent de la richesse produite à l'avantage du capital.

La fuite en avant d'un système fondé sur le profit et la démesure ne peut qu'aggraver les tensions sociales et les risques écologiques. Les tensions sociales, parce que rien n'est prévu pour stopper la baisse des salaires et de l'emploi et la destruction des systèmes de protection sociale bradés entre les mains des compagnies privées. Les risques écologiques, parce que, pendant que la liberté des marchés financiers est de nouveau proclamée, des fonds spéculatifs d'un genre nouveau apparaissent pour parier sur la dégradation du climat.

Le directoire autoproclamé du monde nie la gravité de la crise. Ce déni accroîtra la détermination des citoyens à s'engager en faveur de la solidarité à la place de la concurrence et de la rentabilité.

Communiqué Attac France (extraits)

## Les CATER en lutte

Caterpillar, multinationale de construction d'engins de chantier avait annoncé en janvier qu'il entendait supprimer 20.000 emplois dans le monde d'ici à la fin mars pour faire face à une « année très dure ». **Le soir, le titre Caterpillar gagnait 0,11%...**

En février, après s'être délestée de 200 intérimaires, la direction de Caterpillar France, filiale du groupe américain, avait déposé un plan de réorganisation prévoyant la suppression de 733 des 2.500 emplois sur les sites d'Echirolles et de Grenoble, arguant d'une baisse des commandes sur fond de crise économique mondiale. De plus depuis décembre 2008, la grande majorité des salariés subissent des périodes de 3 à 6 semaines de chômage partiel avec une perte de salaire importante.

En grève depuis début mars, les salariés de Cater n'en démordent pas, mais sont harcelés par la direction qui les a assignés par 3 fois au tribunal « pour atteinte au droit de travailler » puis pour « séquestration des dirigeants » puis

pour « application du plan social ». Sur ce dernier point, la justice a débouté la direction de Caterpillar et ordonné la reprise des négociations avec les représentants syndicaux dans les 15 jours.

Certes, la crise est passée par là, et les prévisions de chiffre d'affaire pour 2009 sont en baisse de 20%. Mais la multinationale qui enregistre une dégradation des bénéfices pour 2008 a quand même réalisée **2,71 milliards d'euros de profit** sur cette année et la direction d'annoncer : « *En conséquence de la forte baisse des ventes, nous pensons que les bénéfices 2009 chuteront lourdement par rapport à 2008, et nous prenons des mesures pour atteindre notre objectif de bénéfice par action de 2,50 dollars,.....* »

Si ce n'est pas un licenciement boursier !

Rappelons-nous Danone en 2001, Attac France avait mené une campagne nationale contre les licenciements de « convenance boursière ».

Georges Veyet

## Europe : construire et conquérir un socle de droits sociaux

### Un bilan désastreux

L'Europe, la zone la plus riche du monde mais où la situation sociale s'est profondément dégradée :

60 millions de personnes pauvres dans l'Europe des Quinze, 3 millions sans logement, 15 millions logées dans des conditions précaires, conditions de vie très difficiles chez les Douze entrants de 2004 et avec l'approfondissement de la crise, dont elles profitent, la violence des multinationales ( Continental, Caterpillar...) faites aux salariés et à leurs sous traitants. Il y a urgence de réponses au niveau de l'Union Européenne.

### Convergence et harmonisation, par le haut, des droits sociaux, prévalant sur celui de la concurrence

L'objectif : aller vers des droits similaires, mais non identiques, dans tous les pays alors qu'ils se heurtent à des niveaux de développement très différents. Une liste des droits sociaux fondamentaux ainsi qu'un calendrier précis et contraignants sont à mettre au point et avec une clause de non régression sociale, aucun acte législatif européen ne pourra se substituer à une législation nationale plus avancée.

- Chaque pays doit avoir un salaire minimum défini selon un pourcentage de la richesse nationale par habitant ; le même calcul peut s'appliquer pour les pensions de retraite, les minima sociaux.
- L'échelle des salaires doit être limitée au sein d'une même entreprise et celle des revenus dans la société par une forte progressivité de l'impôt sur le revenu au-delà d'un certain seuil.
- L'inadmissible différence de salaire des femmes par rapport à celui des hommes

doit être résorbée par l'augmentation des salaires des femmes au nom du principe d'égalité des rémunérations pour un salaire équivalent. Le développement d'un service public gratuit d'accueil de la petite enfance est nécessaire pour sortir d'un travail partiel non choisi.

### Définir des droits européens du travail « transnationaux »

- Il faut renforcer le droit à des négociations collectives, le droit de grève au niveau national et interdire la pratique du lock out.
- Plus de pouvoirs doivent être donnés aux représentants des salariés dans les Comités d'entreprise européens de groupe, en particulier lors de restructurations.
- Le projet de directive européenne sur la durée maximum hebdomadaire du travail à 65 heures, déjà repoussée par le Parlement européen, doit être totalement revu pour garantir la sécurité et la santé des salariés.
- Enfin les scandaleux licenciements « boursiers » qui se multiplient dans des entreprises et groupes pour faire monter leurs actions en bourse et augmenter les dividendes aux actionnaires ne doivent plus être possibles comme Attac l'avait déjà demandé en les dénonçant lors du conflit des Lu du groupe Danone en 2001.

De nouveaux droits sociaux peuvent remettre en cause la répartition entre salaires et profits. Agissons pour que des convergences entre organisations syndicales, associations et organisations citoyennes agissent concrètement pour faire avancer ces droits.

Bernard Labouré

## INFOS pratiques



### Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

### Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi,  
de 15 h à 18 h

### Permanences

Lieux d'accueil,  
d'information et d'échanges

#### Grenoble

Tous les mercredis,  
de 15 h à 18 h à la Maison  
des Associations.

#### Grésivaudan

info-attacgresivaudan  
@googlegroups.com

#### Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net  
04 76 64 00 48

#### Attac campus

attacampus38@gmail.com

#### Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org  
04 74 97 60 59

### Site web

www.local.attac.org/attac38

### Adresse électronique

attac38@attac.org

### Adresse postale

Attac-Isère  
Maison des associations  
6, rue Berthe de Boissieux  
38000 Grenoble

### Attac-isère en action



petit livret « la crise pour les nuls » qui mettaient en avant les mesures immédiates à prendre pour sortir de la crise et du capitalisme qui en est la cause. Après la manifestation le stand Attac installé sur l'anneau de vitesse a connu une fréquentation très moyenne, l'ambiance étant plus à la détente et à la musique qu'à la discussion.

Georges Veyet

Forte mobilisation pour un premier mai, mais très inférieure à celle du 19 mars dernier. Pourtant pour la première fois, tous les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO, FSU, et UNSA avaient appelé ensemble et ont marché côte à côte, avec en tête les Caterpillar toujours en lutte. Attac avait sa place dans ce cortège et avait axé son action sur la crise. Distribution de billets de banques de plusieurs millions d'euros et du



### Agenda

**Groupe éco** : lundi 11 mai,  
18h30, MDA

#### Groupe cinéma :

contact -> woudla@hotmail.com

**Groupe Grésivaudan** : tous les premiers mardi du mois à 20 h 30, salle Chartreuse à Crolles,

**CA** : jeudi 28 mai, 19 h MDA

**Radio** : tous les 3ème mercredi du mois émission attac sur radio Grésivaudan

**Conférence-débat** : quelle politique migratoire pour l'Europe ?  
**Lundi 25 mai 2009** à 20 h, salle de conférences, maison du tourisme, Grenoble (interpellation des candidats aux européennes)